



Section des Pyrénées-Atlantiques

Déclaration liminaire des élus FO-DGFIP 64 **au CTL du 6 juillet 2012**

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, et comme à chaque changement politique, une nouvelle phase s'ouvre et pour autant les inquiétudes exprimées hier par les personnels dans notre direction sont encore bien présentes.

Rien dans les déclarations pendant les campagnes électorales, et depuis dans les déclarations ministérielles, n'incite à percevoir une inflexion dans la gestion de la vie des services.

Sur les missions :

FO combat depuis 2008 la Révision Générale des Politiques Publiques (de laquelle est née la fusion DGI/CP), qui n'aura eu de cesse de déstructurer les services publics sans permettre d'établir une cohérence de travail dans les nouvelles directions.

Aussi FO a pris acte des propos du ministre de l'économie et des finances lors de l'audience qu'il a bien voulu nous accorder le 26 juin dernier affirmant que « la RGPP a vécu ».

Pour mettre fin aux dysfonctionnements constatés, dont certains rapports ont déjà fait état, des décisions urgentes s'imposent.

FO sera donc particulièrement attentive aux conclusions de l'audit lancé par Madame la Ministre de la Fonction Publique.

Sur l'emploi :

FO a toujours condamné la logique strictement comptable du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, qui s'est traduite dans notre direction depuis cinq ans par le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, au titre de l'exemplarité notamment !

Le projet gouvernemental de créer des emplois publics dans les seuls ministères de l'Education Nationale, de l'Intérieur et de la Justice, tout en maintenant au final un nombre de fonctionnaires équivalent, suscite l'incompréhension parmi les agents du ministère de l'économie et des finances, et donc parmi les agents de la DGFIP.

Avec plus de 20 000 suppressions en dix ans, notre ministère a toujours été parmi les plus importants pourvoyeurs de rendus d'emplois au budget de l'Etat, alors que dans le même temps les agents ont du subir une accumulation de réformes et de restructurations sur lesquelles aucune évaluation ni bilan contradictoire n'ont jamais été faits.

Un Etat qui sacrifie les emplois publics, particulièrement dans les domaines de la fiscalité et du recouvrement de l'impôt, est un Etat qui s'affaiblit et qui ne se donne pas les moyens d'une politique de croissance.

FO refuse toute politique qui consiste à considérer les missions régaliennes comme « non prioritaires ». A l'heure où la disparition des services publics, en particulier dans les zones rurales et péri-urbaines, a été très fermement condamnée par les citoyens, il ne saurait être question pour FO d'accepter sous une forme ou une autre de nouvelles suppressions d'emplois.

Pour les directions, le stade de l'épure a été atteint depuis bien longtemps. Il se pose aujourd'hui la question de l'application de la loi mobilité (dont FO demande l'abrogation) et notamment sa partie concernant la réorientation professionnelle.

Aussi, l'annonce du Premier Ministre de supprimer (dans certains ministères dont le nôtre) 2,5 % des emplois pendant les trois prochaines années, cumulée à une baisse des crédits de fonctionnement et d'intervention de 7 % ne saurait rester sans réaction de la part des personnels.

Sur les conditions de travail :

Les restructurations permanentes, conjuguées aux suppressions d'emplois et à la course effrénée à la performance avec des objectifs matériellement et humainement impossibles à atteindre, ont eu pour conséquence une détérioration des conditions de travail. Ce constat se révèle dans les rapports des acteurs de prévention et à chaque nouvelle enquête de l'observatoire interne.

Dans cette dernière, les indicateurs sur le stress au travail ne cessent de progresser, alors même que jusqu'à récemment ce facteur était marginal.

Sans parler des cas les plus désespérés, jamais le nombre d'arrêts maladie pour cause de dépression n'a été aussi élevé, sans parler du nombre d'agents qui arrivent sur leur lieu de travail avec la « peur au ventre » !

Tous ces signaux auraient du interpeller nos anciens interlocuteurs ministériels, mais ils n'ont pas daigné répondre aux attentes des personnels.

Au contraire, le refus opposé systématiquement à toute pause dans les réformes en cours, telle que Chorus, est là pour attester du déni de l'administration de reconnaître le problème qui a eu parfois des conséquences humaines désastreuses ces derniers mois.

Sur les rémunérations :

Depuis plus de deux ans, le point d'indice des traitements de fonctionnaires n'a pas été revalorisé ! Dans le même temps, les prix à la consommation ont augmenté de près de 6 %. Les études sérieuses affichent clairement une détérioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires ces derniers mois, et ce malgré quelques mesures catégorielles, qui par définition ne profitent pas à l'ensemble des agents.

FO revendique une revalorisation significative du point d'indice, et c'est ce que notre Confédération portera à l'occasion de la conférence sociale des 9 et 10 juillet.

Mais d'autres mesures urgentes doivent être prises, et en tout premier lieu la revalorisation des frais de déplacement qui sont aujourd'hui complètement déconnectés du coût réel.

Les ministres se doivent de concrétiser les engagements pris sur les plans de qualification, et par ailleurs la parution de l'arrêté promus/promouvables sera un bon test pour évaluer leur volonté d'offrir à leurs agents des perspectives de carrière améliorées.

Force Ouvrière a été attentive aux propos présidentiels tenus ces dernières semaines, insistant sur le fait que l'austérité ne peut pas être une réponse à la crise économique.

Il ne faudrait pas que le changement juste se transforme juste en un changement de ministres !